



ANARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Edito:

- Osons la vérité

Société:

- Le Lauragais toujours mobilisé!
- Mouvement des GJ , nous sommes la démocratie
- Quand la base s'agite le pouvoir tremble
- Le GJ une question de haute visibilité
- Joker ou l'émeute avortée
- GJ et syndicat, la carpe et le lapin

Libre pensée:

- Liberté de conscience

Monde du travail:

- Les syndicats sont ils des faux amis?
- Pesticides: les 1eres victimes sont les travailleurs
- phytos: l'efficacité des EPI serait surestimée

Débat:

- Crise climatique: quelle réponse Anarchosyndicaliste?

Solidarité:

- solidarité avec A. Galindo

Politique:

- l'électoxicomanie

Courrier des lecteurs:

- Les élections
- sur la manif contre l'islamophobie

International:

- Tunisie: intimidation contre la liberté d'expression
- liberté pour Yonatan Polak
- BASF naissance d'une section AIT au Bangladesh
- Assassinat d'un terroriste d'état, par un autre terroriste d'état
- Pologne: conflit hostel24
- Chili: " Je sais juste que ce n'est pas Marx..."

LES QUILLES



2 EUROS /// N°167
JAN - FEB 2020

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Osons la vérité.

La vérité n'est ni de gauche ni de droite, pas plus que ne le sont la justice, la liberté ou le goût du pain. Ce qui est de gauche ou de droite c'est un spectacle politique qui s'est planté sur les décombres sanglants de la commune de Paris. Il est remarquable de constater comment à chaque fois qu'un mouvement profond et émancipateur, qu'il soit ouvrier, écologiste ou féministe, a pris naissance dans ce pays il a fini embourbé dans ce décor. Au bout de 150 ans de République qu'avons-nous à dire des prétentions de la gauche, de ses syndicats et de ses associations ? Elle a rechigné à défendre Dreyfus, car c'était un militaire, en 1914 la CGT de Léon Jouhaux est pour l'union sacrée, car il fallait être avec l'armée. En 1936 elle a soutenu les procès staliniens, en 1938 elle applaudit aux accords de Munich et dans la foulée au pacte entre Staline et Hitler, deux de ses principaux cadres Doriot pour le PC et Déat pour la SFIO ont collaboré avec les nazis... Tout cela ne l'a pas empêchée de se draper dans la résistance. Enfin ses bureaucrates ont systématiquement trahi les luttes ouvrières des années contemporaines. Dans l'histoire des idéologies, il n'est pas fréquent de constater dans une si brève période un tel cortège d'idioties, d'incohérences, de compromissions et de trahisons. À cette heure si la gauche n'est pas morte c'est parce qu'elle est la deuxième jambe du système, elle complète le cynisme de la droite par l'exercice d'une puissance moralisatrice lui donnant le droit à tous les mensonges, à la façon de « il ne faut pas désespérer Billancourt ». Quand Billancourt — siège des usines Renault — était un important bastion ouvrier, ne pas désespérer Billancourt signifiait tout simplement qu'il fallait taire la vérité aux travailleurs sur les horreurs du communisme. C'est ainsi que de 1917 jusqu'à fin des années 80, la gauche leur a menti en les prenant pour des cons.

Fortes d'une volonté émancipatrice, les féministes des années 70 se battaient pour la liberté des femmes. C'était avant que la gauche n'ingère le féminisme pour le métaboliser en une espèce de moralisme hypocrite qui avance pêle-mêle sur des sujets réactionnaires comme la non-mixité, l'invisibilité des corps, l'artificialisation de l'humain, le durcissement de la loi pénale ou la fin des délais de prescription. Chaque jour ou presque amène de leur part son lot de pétitions réclamant au choix plus de police, plus de juges, plus de tribunaux. Ainsi de celle contre la « cyberhaine » stipulant que « Les pistes d'amélioration du système judiciaire sont pourtant nombreuses. Les plaintes pour injures, agressions, discriminations sont trop peu nombreuses à aboutir. Parmi elles, rares sont celles où les caractères sexiste, homophobe, transphobe, raciste sont effectivement retenus au jugement. Mais les outils juridiques pour des procédures accélérées existent déjà. La loi sur la liberté de la presse permet des procédures en référé, dans des délais très courts, contre la diffusion de certains propos. Donner réellement accès à ces outils juridiques aux victimes nécessite plus de juges, de tribunaux, des procédures plus simples, et donc d'augmenter les moyens alloués à la justice. »

<https://www.liberation.fr/debats/2020/01/21/feministes-lgbti-et-antiracistes-nous-ne-voulons-pas-de-la-loi-cyberhaine>

Une carrière résume assez bien cette trajectoire, celle de Madame Pénicaud, protégée de Martine Aubry dans les années Mitterrand elle a bâti sa fortune en se mettant à la solde du grand patronat. Le parallèle est terrible si ce féminisme de gauche se démène pour mettre au pilori un film qui dénonce l'antisémitisme, le Dreyfus « de Polanski », confondant à l'occasion un travail collectif avec une œuvre individuelle, confusion significative de son imprégnation par l'idéologie dominante, il n'a rien trouvé à dire pour défendre Mila. Cette jeune fille de 16 ans parce qu'elle affirmait sa liberté de choix sexuel a été insultée par des tartuffes, comme autrefois les « salopes » qui avortaient. Avec courage elle a riposté en osant dire ce qu'elle pensait de leur religion, s'en est suivi une avalanche de menaces de mort dont on sait hélas qu'elles peuvent être suivies d'effet. En conséquence, Mila a dû fuir son lycée et se cacher. Situation sombre et tragique contre laquelle tout ami de la liberté ne peut que se dresser.

Sur ce plan, il n'y avait donc rien à attendre de la gauche dont les indignations trouvent leurs limites quelque part entre Danone et la liberté. Ainsi de la déclaration du porte-parole d'« osez le féminisme » à propos du calvaire subi par Mila : « C'est un sujet sur lequel on a choisi de ne pas se prononcer. » Donnons crédit à l'association phare de Caroline de Haas, pour laquelle il existe une limite entre écrire un livre pour savoir si Beyoncé est féministe et défendre Mila, d'avoir eu de la sorte la subtile audace de dire sa lâcheté.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 167 / JAN - FEB 2020 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémy 31000 Toulouse - imprimé le 6 février 2020 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Le Lauragais ... toujours mobilisé !

Il n'y a pas qu'en Armorique que l'on trouve des irréductibles réfractaires aux réformes a-sociales des Césars de la finance ! À Villefranche-de-Lauragais, petite commune de 4 500 habitants située à 35 km de Toulouse, à la nuit tombée, 160 personnes munis de flambeaux, de lampes frontales et autres bâtons lumineux confectionnés pour l'occasion ont défilé ce samedi 1er février.

Ils ont arpenté les rues de cette bourgade au rythme des cuillères frappées sur des casseroles et au son des chants bien connus de ceux qui fréquentent depuis plus d'un an les manifestations hebdomadaires des Gilets Jaunes !

D'ailleurs, la manifestation s'est élancée aux portes de la ville peu après 18h30 du parking d'un ancien supermarché qui fait face à la cabane GJ. Cette action est née en effet de la rencontre de deux collectifs de luttes :

D'une part, le groupe « Le Lauragais en Action » constitué en décembre par des professeurs (écoles, collège, lycée) à l'occasion du mouvement contre les retraites. Il s'est depuis étoffé de travailleurs venus d'autres secteurs. Pour preuve de la mobilisation importante dans le canton, l'inspection académique lors de journées d'actions n'a pas hésité à dépêcher les gendarmes dans des écoles maternelles afin de vérifier si les profs grévistes s'étaient bien déclarés en temps et en heure ! Du jamais vu en matière d'intimidation dans l'Éducation Nationale.

D'autre part, les Gilets Jaunes de Villefranche et des environs qui, depuis plus d'un an, restent mobilisés malgré la répression policière et le dénigrement des médias. La cabane qui contre vents et marée se dresse à l'entrée du village symbolise bien l'enracinement profond dans le territoire de ce mouvement inédit.

C'est donc tous ensemble que les manifestants noctambules ont voulu signifier bruyamment qu'ils n'étaient pas prêts à rendre les armes aux politicards et éditorialistes de bas étage qui n'ont eu de cesse de semaines en semaines d'annoncer la fin du mouvement ! Non, dans le Lauragais comme ailleurs, nous n'arrêterons jamais de combattre leurs politiques néo-libérales, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ... et ce même si un quelconque César ne le veut pas !



Je suis tombé par terre
A cause de Castaner
Le nez dans le ruisseau
C'est la faute à Griveaux

Je suis dans la misère
A cause de Castaner
J'n'ai plus un haricot
A cause de Pénicaud

J'aurai un œil de verre
A cause de Castaner
Et ma main est tombée
La faute à Belloubet

J'ai comme un goût amer
A cause de Castaner
Et ça me prend aux tripes
C'est la faute à Philippe

Mais dans ces ministères
Outre ce Castaner
S'il y a autant de cons
C'est la faute à Macron

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous. Pour tout problème d'abonnement: abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

tel: 05.61.52.86.48

permanencetout les samedis de 17H à 19H

facebook: @cnt-ait

toulouse:[http://WWW.facebook.com/](http://WWW.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel-)

cnt-ait-toulouse-officiel-

twitter:@cntaittoulouse:

<http://twitter.com/cntaittoulouse>

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et alentour.

contact:

<http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>

<http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

page et profil adresse mail de S.I.A solidaritéinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net

<http://www.facebook.com/solidaritéinternationaleantifasciste.toulouse.1>

[http://www.facebook.com/SolidaritéInternationale-Antifasciste Toulouse](http://www.facebook.com/SolidaritéInternationale-Antifasciste-Toulouse)

Mouvement des GJ, nous sommes la démocratie

Les Gilets Jaunes ont défrayé, défraient et défraierons encore la chronique. Ils en effrayent certains, en dépassent d'autres mais ils inspirent quoi qu'il en soit. Ceux qui étaient effrayés étaient, d'une part, ceux que l'inconnu inquiète, ceux qui craignent l'étranger ou le « nouveau venu ». D'autre part, il y avait ceux qui savaient que les GJ mettraient fin à leurs privilèges, leur usurpation et leurs mensonges.

Les GJ sont arrivés de nulle part, tel un objet social non identifié, original et sans origine certes, mais certainement pas sans avenir. Ils ont su déplacer les lignes, ouvrir les horizons et le champs des possibles. Dynamiquement nous nous sommes construits et nous nous construisons une essence de part nos actes, nos réflexions et les échanges que nous avons les uns avec les autres. L'identité des GJ est une identité fluctuante, relative et non figée.

Il y a un an, les GJ se rencontraient : des individus aux parcours et histoires divers et contrastés, ils découvraient en l'Autre les mêmes préoccupations et indignations, la même légitime révolte. Pour nombre d'entre nous, les GJ étaient la première expérience sociale, une naissance Politique. Non pas la politique politicienne, intrigante et corrompue mais la Politique : le désir et la possibilité de s'occuper collectivement du bien commun et partagé. Le Peuple découvrait ses droits, la possibilité de prendre sa vie en main. Un intense moment de Démocratie en somme !

Afin de préserver ses privilèges et de tuer cette Démocratie naissante, la classe des exploiters, l'État, a fait alors usage de toutes les armes qu'il avait à sa disposition.

Il y eut tout d'abord le temps des calomnies et de la diffamation. Le gouvernement actuellement en place use régulièrement d'un même artifice : il accuse les autres d'être ce qu'il est lui-même. Les GJ furent ainsi très tôt qualifiés de "proto fasciste". Pour cela, l'État a mis en exergue quelques épiphénomènes, les amplifia et tenta de faire croire qu'ils caractérisaient l'ensemble des GJ. Je me souviens notamment d'une manifestation réunissant à Toulouse plusieurs dizaines de milliers de personnes, à la fin de laquelle un symbole nazi fut tagué sur la porte de la mairie. Ce symbole est une horreur convenons-en, mais le crime le plus grave vient ensuite. Le lendemain, les journaux ne parlaient que de cet incident. En Une, ils revenaient sur cette croix gammée, ignorant totalement les dizaines de milliers d'autres GJ, leurs aspirations et leurs désirs profonds. Que ce symbole fut le fait d'un GJ parmi 20 000 ou bien celui d'un appareil policier n'a finalement aucune importance. Ce qui l'est en revanche, c'est la méthode usée par le pouvoir : quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. Le pouvoir usa du moindre incident pour discréditer le mouvement des GJ et effrayer les plus crédules qui restaient devant leurs postes de télévision ou leurs écrans

d'ordinateurs.

Le rôle joué par les médias dans la stratégie mise en place par l'État n'a rien d'anodin. Le terme de propagande étatique serait d'ailleurs mieux adapté que celui de journalisme. Goebbels aurait certainement été impressionné et admiratif du travail effectué. Quand les "journalistes" parlent des GJ, ils emploient le mot « crise » et non celui de « mouvement ». Ceci est un terme à connotation péjorative et anxiogène. Sur des phénomènes comparables et simultanés, à Hong Kong, en Algérie ou en Amérique du sud, ils font l'éloge des mouvements de révolte, louent les aspirations à la démocratie, emploient le terme de « mouvement ». Quand ils parlent des GJ la chanson est toute autre ! Ils veulent bien que les pauvres se soulèvent et mettent fin au privilèges des puissants, mais seulement quand cela se passe loin de chez eux et ne touche pas leurs propres intérêts. Tous les moyens sont bons et utilisables, on nous a

qualifié durant l'année écoulée de tous les maux du monde. "Quand les individus ne font pas tourner les commerces, cela n'est bien sûr pas du fait de leurs bas salaires mais à cause des GJ".

Au matin du 2 mai 2019, nous étions des "graines d'assassins", le couteau entre les dents, nous allions débrancher les patients de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière en réanimation. Cet honteux mensonge, cette calomnie fut heureusement démentie

par des vidéos prises par le personnel hospitalier. On y voyait des personnes dont la moyenne d'âge devait être de 50 ans essayer de se protéger et demander poliment l'asile dans l'hôpital, non une bande de pillards assoiffés de sang. Sans cette vidéo, les journalistes et les politiques auraient continué leur immonde travail de dissimulation de la vérité. Ceux ci ne sont que des exemples, des milliers de fait similaires ont eut lieu durant l'année écoulée.

Les journalistes ne sont pas les seuls membres de la bourgeoisie, de "l'élite" intellectuelle à s'être fourvoyés dans le mensonge et à avoir prêté allégeance à l'autoritarisme gouvernemental. Les sociologues, anthropologues et autres chercheurs en sciences sociales ont massivement dénigré le mouvement des GJ. Sans jamais avoir mis les pieds sur un rond point ou participé à une manifestation, ils ont jugé et condamné. Ils ont jugé et condamné cette classe ouvrière qu'ils méprisent profondément et qui leur fait si peur quand elle se soulève. Ils ont renié tous les principes de progrès social et de justice, ils ont consciemment mis à mal et foulé au pied toute notion issue du siècle des Lumières. Ils ont volontairement soutenu l'obscurantisme et le mensonge plutôt que de voir disparaître leur petit confort bourgeois.

Un autre volet de la stratégie gouvernementale a bien entendu été la répression policière et judiciaire. Condamnée par les instances internationales, l'utilisation de la violence par les forces de l'ordre a été sans commune mesure. L'intention du gouvernement était de



terroriser les gens pour qu'ils aient peur de participer aux manifestations. L'objectif était que les GJ aient peur de se faire arrêter, de perdre un œil ou une main s'ils choisissaient de se révolter contre l'ordre établi et l'injustice : en bref, du terrorisme d'État.

Seuls à connaître la réalité des faits sont ceux qui étaient présents, qui ont vu et qui ont vécu dans leurs chairs les exactions commises. Les autres ne peuvent en voir que ce que l'État a bien voulu leur montrer ou leur faire croire. Parmi les forces de l'ordre certains, plus honnêtes que d'autres, n'ont pas pu supporter d'exécuter des ordres immoraux et se sont donné la mort. Si les GJ n'ont pas tué de policier, le gouvernement en place est responsable de la mort de plusieurs dizaines d'entre eux. Pour se faire pardonner et que la pilule passe mieux, il soudoie les vivants avec des primes et le maintien de leurs régimes spéciaux de retraites.

Et puis vient l'autre axe stratégique du système pour se maintenir : la contestation encadrée et domestiquée, sage, tenue en laisse et muselée. Si les GJ sont un mouvement hors cadre tirant sa pertinence de son originalité et de son affranchissement à toute référence du passé, le système dans son ensemble va chercher à le faire entrer dans son champs d'attraction. Afin de briser la dynamique des GJ, son évolution constante, le pouvoir va user, comme des aimants ou des chaînes, de scories issues d'une histoire dépassée. Alors que les GJ se pensent et se vivent dans un référentiel relatif, le pouvoir cherche à les immobiliser en les ramenant dans un référentiel figé, euclidien et biaisé.

Après la répression violente et les calomnies, sous couvert d'une main charitable, le système va envoyer ses syndicats et ses politiciens pour faire rentrer la contestation dans le rang. Ces entités ne cherchent en rien une évolution du système et une amélioration réelle des conditions de vie de l'ensemble, elles se battent pour leurs drapeaux, leurs organisations et leurs privilèges. Donnant-donnant,

les réformistes invitent les GJ à quitter la rue pour aller dans les bureaux de votes : ils auront alors un salaire d'élu, un métier moins pénible et quelques illusions de pouvoir. Pour les syndicats, reprendre la main sur le mouvement social c'est justifier leur raison de vivre. Depuis le début du mouvement ; ils ont participé à jeter l'opprobre sur les GJ car nous pouvons réellement changer les choses, abolir les privilèges, les leurs y compris. Avec la complicité du gouvernement ils obtiendront certainement quelques miettes, dispersées au demeurant à cet effet, espérant que cela soit suffisant pour apaiser la révolte jaune.

Chaque GJ a vécu une expérience inoubliable, certains d'entre nous ont pris conscience de ce qu'ils étaient pour la première fois de leur vie : un être social. Nous avons brisé la solitude et la division dans laquelle le pouvoir cherche à nous maintenir. Plus qu'un mouvement contre l'État, nous avons vécu et nous vivons un mouvement pour nous-mêmes, par nous mêmes. Ce à quoi nous aspirons, ce que nous avons traversé et ce que nous traversons ne saurait être arrêté.

Plus que l'Histoire, nous avons su affronter le Temps et ce que nous sommes, jamais ne saura être effacé.



Quand la base s'agite, le sommet tremble...

Des formes, pas nouvelles, mais bien basiques et essentielles ont été utilisées pour contrer cette nouvelle réforme des retraite : occupations, actions directes, assemblées, grèves...

Loin d'être une défense des privilèges comme nous voudraient nous faire croire les média de masse et le gouvernement, c'est une défense de nos droits fondamentaux comme celui d'avoir droit à un repos bien mérité après une vie de dur labeur et ce, le moins tard possible.

La majeure partie de d'argent récolté dans toute la société provient de la force du travail collectif et l'essentiel atterrit dans la poche des grands patrons du CAC 40. Une autre part, non négligeable, est prélevée par l'État sous forme de prélèvements divers : les taxes, les impôts, les cotisations...

Ainsi, des dirigeants comme Tom Enders (ex-dirigeant d'Airbus Group) peuvent partir à la retraite avec un parachute de 36 millions d'euros, ça c'est du régime vraiment très spécial !

Qu'a t-il bien cotisé, fabriqué ou produit des ses mains pour gagner autant ? Pensez-vous qu'il se soit plus épuisé à la tâche que l'

opérateur, le mécanicien ou le technicien ?

En tous cas, le travail de certains dirigeants à Airbus à coûté très cher, puisque ils ont payé en janvier dernier 3,6 milliards (rien que ça) pour éviter des poursuites et d'éventuels procès pour corruption. Bien sûr, cet argent viendra lui aussi directement de la force de production, du travail de nuit, des heures supplémentaires, des pertes de primes, et de prestations sous-traitées payées au rabais pour livrer encore plus d'avions. 863 avions, record à battre...

<https://www.lefigaro.fr/societes/corruption-airbus-accepte-de-payer-3-6-milliards-d-euros-pour-clore-les-enquetes-judiciaires-20200131>

D'autres chiffres :

Les actionnaires du CAC40 ont reçu cette année 60 milliards dont 49 milliards sous forme de dividendes en 2019.

<http://www.leparisien.fr/economie/total-sanofi-bnp-les-entreprises-du-cac-40-ont-redistribue-60-milliards-d-euros-aux-actionnaires-en-2019-09-01-2020-8232198.php>

6●●●●● Société ●

Coût des retraites : 17 000 000 (nombre de retraités) x 1500 (salaire moyen) = 25,8 milliards. Somme dépensée par l'État : 310 milliards ! Il faut être expert-comptable ou ministre du gouvernement pour savoir à quoi peuvent bien servir les 290 milliards d'écart !

Et pourtant, l'État ne touchera pas aux portefeuilles de ces grands privilégiés, car ce sont eux et leurs enfants qui ont des régimes très spéciaux tout au long de leur vie. Mais il préfère réduire les coûts en augmentant l'âge de départ à la retraite ou en diminuant les pensions.

L'éducation, la santé, les transports et les retraites, comme on peut le constater ne sont pas les mêmes pour les 1% de grands privilégiés que pour les 99% restants.

Mais voilà, à force de tirer sur la corde soi-disant pour des raisons économiques, à force de rogner sur les droits des travailleurs au nom des intérêts personnels de la classe des riches qui voit leurs profits et patrimoine en réelle augmentation, les exploités commencent à s'énerver.

Le pouvoir gouvernemental quant à lui, nous montre la différence de traitement entre les travailleurs honnêtes mais en colère (Gilets Jaunes, grévistes et manifestants) et les corrompus richissimes et joyeux. Gaz lacrymogène et LBD pour les uns, tapis rouge pour les autres !

Quand nos ennemis voient dans ces formes de luttes une certaine

radicalisation (terme inapproprié que les mass media utilisent d'ailleurs aussi pour les djihadistes), je vois là plutôt une prise de conscience collective. En effet, de plus en plus d'être humains se réapproprient la parole, les actes et expriment de façon concrète leur solidarité envers leurs semblables et font face ensemble à toutes ces injustices sociales contre des gouvernements qui les trahissent depuis trop longtemps...

Certes, c'est loin d'être massif et le pouvoir en place utilise toute une panoplie d'outils pour que cela reste ainsi : propagande médiatique, arrestations, violences policières, négociations avec des représentants désignés d'office (pour rappel : 49% de participation aux dernières élections syndicales de 2018) et interdiction de manifester.

En tous cas entre les Gilets Jaunes, la base syndicale, et les non syndiqués, des passerelles émergent et la solidarité est présente de part et d'autres. Cela fait plaisir à voir, même s'il manque du monde à l'appel. Quant à ceux qui veulent diviser ou bien nous la faire à l'envers, eh bien, la lutte continuera sans eux !



LE GILET JAUNE UNE QUESTION DE HAUTE VISIBILITE

Le gilet jaune est un vêtement de haute visibilité en tissu synthétique utilisé dans les premiers temps par des professionnels sur des chantiers, les sites industriels ou les travaux publics à des fins de sécurité. En 2008, le gilet jaune devient obligatoire à bord de tout véhicule en complément du triangle de pré-signalisation.

Pour sensibiliser le public au respect de cette nouvelle mesure, une campagne de communication avait à l'époque marqué l'imaginaire collectif : son slogan : « c'est jaune, c'est moche, ça ne va avec rien mais ça peut vous sauver la vie » et pour étendard Karl Lagarfeld symbole de la haute couture française portant ce fameux gilet sur son smoking noir. Dix ans plus tard, Ghislain Coutard lance sur facebook le 24 octobre 2018 un appel pour la manifestation du 17 novembre « On a tous un gilet jaune dans la bagnole. Foutez le en évidence sur le tableau de bord toute la semaine, enfin jusqu'au 17. Un petit code couleur pour montrer que vous êtes d'accord avec nous, avec le mouvement, et qui est chaud et qui est pas chaud » Du tableau de bord aux épaules des manifestants, le gilet jaune est devenu l'emblème «des oubliés devenus bien visibles».

En écho à ce mouvement, les manifestants portent le gilet jaune en Belgique, aux Pays Bas, en Bulgarie, en Serbie, jusqu'en Egypte où sa vente a été interdite par crainte d'une contagion de la contestation.

Aujourd'hui alors que le mouvement semble aujourd'hui perdre de sa vitalité et de sa dangerosité contestataire, il est temps de se demander : mais à quoi sert le gilet jaune ?

Le gilet jaune, au beau milieu de l'obscurité politique ambiante, a rendu soudainement visible ceux dont on ne parle jamais, « ceux qui ne sont rien » comme dit Macron : les classes populaires laborieuses. Non plus la classe ouvrière unique, celle imaginaire et étriquée que le PCF ou que la CGT

croyait représenter et au nom de laquelle l'un et l'autre prétendaient s'exprimer en contrepartie d'une visibilité publique. « Mais où est donc passé le peuple ? » se demandaient les sociologues depuis les années 70. Le peuple est apparu soudainement là, en zone rurale ou péri urbaine sous un même étendard le gilet jaune. Cet éclatement et cette dispersion spatiale sont la résultante de l'éclatement du monde ouvrier en de multiples catégories sociales distinctes aux intérêts parfois divergents mais que le gilet jaune est parvenu à coaliser : employés, ouvriers, retraités, petits agriculteurs et artisans individuels, travailleurs pauvres, fonctionnaires de catégories B et C, infirmières, aides-soignantes, mères de famille monoparentales, autoentrepreneurs, VTC (voitures de tourisme avec chauffeur) ubérisés intérimaires et chômeurs... La force symbolique du gilet jaune tient à son caractère apolitique et familial parce qu'associé justement à la voiture, indispensable au quotidien dans ces zones périphériques. Par lui, les classes populaires sont enfin devenues

visibles, elles dont la caractéristique sociologique alors était l'invisibilité due à l'urbanisation capitaliste contemporaine.

Cette soudaine visibilité et unité sous un même signe de reconnaissance a été rendue possible non par les syndicats ou associations, bien incapables par leur corporatisme de mettre en relation des catégories sociales si distinctes et si éparpillées, mais par l'outil numérique. C'est en effet par les réseaux sociaux que les classes populaires ont pu dépasser les limites spatiales qui les isolent et les fragmentent. Facebook, Twitter et autres ont pu faire se rencontrer des gens qui autrement dans la vraie vie n'avaient aucune chance socialement de se croiser et ont pu créer un mouvement de marées que décrit Braccio dans son traité sur l'internet. « Les courants créés par des flux collectifs aux dimensions énormes » ont porté le gilet jaune et l'ont érigé en symbole officiel derrière lequel les divisions politiques traditionnellement clivantes se sont effacées. C'est toute la force de ce symbole porté et auto-organisé par la masse numérique.

Le gilet jaune, signe unitaire des classes populaires, né de la marée numérique et porté par elle a permis de révéler la puissance subversive des réseaux sociaux. Cela n'a pas échappé au pouvoir qui s'est mis immédiatement à l'oeuvre pour une reprise en main étatique sous couvert de moralisation.

JOKER ou l'émeute avortée

La société américaine n'a peur de rien, pas même d'elle-même. Ainsi s'explique le succès au box office de films comme *Apocalypse Now* ou *Orange Mécanique*, portraits cinglants à charge de l'Amérique, toujours ovationnés pourtant par le grand public. *Joker* est un de ces films là et il n'est pas étonnant qu'il soit salué par un oscar des plus honorifiques. Super production ayant fait un tabac au box office, issu de l'univers des super héros Marvel, ce film avait tout pour être un navet de plus mais il n'en est rien moins qu'une superbe peinture grimaçante et à peine caricaturale d'une société américaine mortifère rongée par le capitalisme.

La figure de *Joker* prend forme sur fond d'une société implacable sans compassion ni solidarité. Pour Arthur, handicapé mental comme sa mère, il n'y a pas de place dans la société, où il survit parmi d'autres exclus, clowns et « freaks » comme lui, de petits boulots dégradants en petits boulots dégradants, éternellement et hypocritement sommé de sourire. Il évolue dans la ville de Gotham, un lieu sordide, délabré comme les liens sociaux, croulant sous les ordures. C'est dans ce décor inhumain que s'opère la transformation d'Arthur Fleck en *Joker*, un dangereux tueur psychopathe qui deviendra le plus grand ennemi de Batman : d'abord la maladie mentale et le rejet social qui l'accompagne, puis l'absence de prise en charge médicale, les conditions de vie et de travail humiliantes, la perte d'emploi, son passé révélé et marqué par des sévices physiques et psychologiques, enfin, l'agression d'une jeune femme par trois employés de banque. Toutes ces étapes les unes après les autres conduisent le spectateur à partager avec le personnage une colère profonde et grandissante en réponse à la violence sociale subie, d'autant plus forte que le personnage est vulnérable et impuissant.

Non seulement cette colère nous la comprenons mais nous la ressentons aussi par empathie pour le personnage, amplifiée par sa passivité. Toute la force du film est là, dans cette colère sourde qui finit par éclater en révolte individuelle tout d'abord puis collective, comme démultipliée. Elle s'inscrit dans la lutte des classes puisqu'il s'agit des pauvres dominés qui s'insurgent contre des riches dominants, traduction marxiste du triple meurtre de *Joker* en quelque sorte transcendant par l'histoire et la politique, malgré lui. Là où il y avait solitude et silence individuels, soudainement le spectateur découvre les cris de la foule, là où il y avait humiliation et domination individuelles, soudainement le spectateur découvre la revanche collective et libératrice, à travers l'émeute, explosion de toutes les colères. Ces tableaux chaotiques de Gotham pillée et ravagée par les émeutiers, tous identiques comme autant de *Joker* démultipliés, sont le juste aboutissement de tout ce qui précède et s'impose comme une vengeance collective assumée face aux maltraitances d'une société individualiste sans solidarité. Ce que *Joker* donne finalement à voir et à partager et cela de façon géniale, c'est cette logique de la colère individuelle et son passage à la colère collective.

Rien d'étonnant donc à ce que lors des dernières manifestations pour les retraites, les pompiers à Paris se griment en *Joker* afin d'exprimer leur colère. Du Liban au Chili en passant par la Grande-Bretagne, le visage de *Joker* se retrouve partout dans toutes les manifestations au point de devenir bientôt la figure de la nouvelle contestation urbaine.

Néanmoins, le destin de cette contestation va finalement se figer dans une polarité appauvrissante : Batman contre *Joker*, le bien contre le mal et en cela, le film reste sans issue. De cette colère collective, de l'émeute ne naît pas finalement un monde nouveau mais ressort au contraire renforcés la binarité morale bien / mal et l'ordre établi. Triste constat donc d'une société prisonnière d'elle-même, incapable de se libérer malgré la révolte et l'émeute.

pour nous rencontrer :

Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30.

Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

facebook : cnt-ait toulouse

Gilets jaunes et syndicats, la carpe et le lapin

L'apparition du mouvement des gilets jaunes en novembre 2018 aura, c'est le moins qu'on puisse dire, sidéré tous les acteurs habituels des petits mondes médiatiques et politiques. Avec le recul, on peut dire que cette apparition d'un nouvel acteur dans le champ social a eu un effet comparable à celui d'un chien folâtrant dans un jeu de quilles. Que des gens, qui plus est appartenant aux couches les plus pauvres de la société et portant simplement comme emblème de leurs revendications un banal gilet jaune osent ainsi sans y être invité prendre la parole, crier et manifester leur soif de justice sociale apparut comme un crime de lèse démocratie représentative, un affront insupportable fait à tous les défenseurs de l'ordre établi.

C'est que dans notre société les rôles sont clairement répartis : l'État s'occupe des fonctions régaliennes (police, armée, services publics), les patrons eux s'occupent de la gestion des entreprises, du fonctionnement de l'économie et les syndicats ayant le monopole de la défense des droits des travailleurs s'occupent du social, et font en sorte que les relations entre patrons et salariés se passent au mieux. Dans un premier temps, donc les syndicats ont traité par le mépris ce mouvement qui en quelque sorte empiétait sur leur pré carré. Mais comme cette vague, défiant toutes les prévisions s'est installée dans la durée, les syndicats ont changé d'attitude et ainsi, dans les manifestations contre la réforme des retraites, on voit de plus en plus de gilets jaunes et dans les manifs de gilets jaunes, on voit beaucoup de syndicalistes affichant les couleurs de l'un ou l'autre des syndicats dits représentatifs. Cette situation est paradoxale, car gilets jaunes et syndicats, malgré les apparences ont des modes d'organisation et poursuivent des buts très différents, voire antagoniques.

Les salariés ont dès les débuts de la révolution industrielle ressentis les besoins de se défendre contre la violence inouïe du système capitaliste. Très vite, ils se sont regroupés, organisés dans des associations de défense malgré les lois qui l'interdisaient (loi Le Chapelier). Tout au long du XIXe siècle, de nombreuses révoltes ouvrières ont été réprimées dans le sang par les forces armées de l'État français. C'est de ces luttes que sont issus les premiers syndicats. Mais, si ces premiers groupements se faisaient en bravant la loi, très vite l'État, confronté à des révoltes ouvrières très violentes et destructrices, a cherché à contrôler leur action, en les encadrant par une série de lois et de décrets (lois autorisant les syndicats puis lois précisant leurs buts, leurs moyens d'action, etc.). Tant et si bien que les syndicats qui à l'origine se fixaient le double objectif à la fois de défendre les intérêts immédiats des travailleurs (l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie) et la transformation radicale du système économique (abolition de l'exploitation de l'homme par

l'homme) sont devenus des éléments indispensables au fonctionnement de ce système. Autrefois ennemis irréconciliables, ils sont devenus des partenaires qui se mettent autour d'une table avec les représentants des patrons et de l'État pour fixer tous les lois et règlements qui définissent les rapports entre travailleurs et patrons, les droits et devoirs de chacun dans l'entreprise. Il n'est donc pas question pour eux de contester la domination du capital sur le travail, les rapports de domination dans l'entreprise, et l'exploitation de l'homme par l'homme. Pire même, en participant à la fixation des limites à l'exploitation que l'entreprise peut faire subir aux travailleurs, ils deviennent un des maillons de la chaîne qui permet la survie du système de domination. Ces fonctionnaires syndicaux qui se prétendent représentants et défenseurs des intérêts des travailleurs contribuent par leurs pratiques à l'acceptation par les travailleurs de l'exploitation subie et dissimulent la fonction fondamentalement prédatrice du système. Le résultat de leurs actions est que les travailleurs en viennent en effet à oublier cette simple vérité qu'ils sont les seuls producteurs de richesses, que toutes les richesses produites sont uniquement le fruit de leur travail et ils finissent par accepter humblement d'être humiliés et dominés par une classe d'exploiteurs. Dans le monde du travail comme ailleurs, le système de la démocratie représentative qui consiste à élire des gens sans mandat impératif aboutit toujours au même résultat : transformer l'électeur en assisté, en client. Pourquoi se battre pour changer le monde ou même simplement obtenir une amélioration de ses conditions de travail puisqu'il suffit de déposer un bulletin dans une urne, pourquoi réfléchir ensemble, s'organiser ensemble, agir ensemble



puisque une personne a été élue et peut prendre sur son temps de travail pour nous défendre, pourquoi prendre des risques puisque le délégué jouissant prétendument d'un statut protecteur peut porter notre demande ? Le système représentatif est ainsi le pire ennemi de l'action directe et il ne faut pas s'étonner si nombre de salariés considèrent les syndicats comme des fournisseurs de services et la cotisation syndicale comme une sorte d'assurance. Et si les confédérations syndicales organisent parfois de grands mouvements de lutte, c'est pour se présenter en ennemis du système, pour entretenir la confusion, et satisfaire ainsi les envies authentiques de lutte de leurs bases. Mais ces stratégies sont de moins en moins crédibles, et l'irruption des gilets jaunes sur la scène publique montre que de moins en moins de personnes sont dupes, que de moins en moins de gens acceptent de confier à d'autres le soin de défendre leurs intérêts. Action directe et démocratie directe sont devenues leurs mots d'ordre, la solidarité et l'entraide constituent leurs leitmotivs. Sur les ronds points, dans les manifs, ils redécouvrent les joies d'être et d'agir ensemble, ils redécouvrent le vieux mot d'ordre de l'internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Liberté de conscience

Il fut un temps pas très lointain où le passage de religieuses en tenue dans un marché déclenchait un concert de chansons paillardes, où le passage de curés en soutane provoquait des coassements sonores, il fut un temps où les ouvriers chantaient sur les échafaudages leur haine de toutes les religions qui pour eux se confondait avec celle des patrons. Toutes ces manifestations et bien d'autres étaient acceptées sinon approuvées par la majorité de la population qui les accueillait avec des sourires. Seuls les religieux directement concernés et les intégristes vouaient aux gémonies les auteurs.

Parfois même de jeunes rebelles décoraient les portes des églises de slogans grandioses comme « dieu est mort » ou même allaient jusqu'à uriner dans les bénitiers des églises sans susciter autre chose que quelques lignes de désapprobation dans le journal local. Cette époque est révolue, hélas, et l'affaire Mila nous en apporte encore une fois la preuve. Qu'une jeune fille de 16 ans, extrêmement posée et raisonnable, soucieuse simplement de dire sur son blog ses choix amoureux et son refus très rationnel des religions se retrouve couverte d'insultes, menacée de mort par des foules hystériques sans que pratiquement aucune des organisations théoriquement laïques et progressistes prenne sa défense, qu'une ministre de la justice l'accuse de blasphème (l'ironie est que ce délit n'existe pas en droit français et on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un lapsus révélant que madame la ministre le regrette dans son for intérieur ?), qu'un procureur de la république lance dans un premier mouvement une procédure contre elle avec quasiment l'assentiment des organisations prétendument en charge de la défense des libertés (qui ne dit mot consent), qu'un représentant officiel du conseil des musulmans de France regrette publiquement de ne pouvoir sévir contre cette jeune fille, l'attitude de tous ces défenseurs de l'ordre moral prouve que toutes les barrières sensées nous protéger des folies intégristes sont en train de tomber. Que les fous furieux, disciples de n'importe quel culte religieux, fassent un front commun pour interdire la critique religieuse n'a rien d'étonnant. A travers l'histoire, les exemples abondent qui nous montrent que juifs, chrétiens, musulmans ou bouddhistes ont en commun une haine violente de tous ceux qui ne pensent pas comme eux. En particulier tous exècrent les libres penseurs et les athées et cherchent par tous les moyens à les éliminer. En ce début de XXIème siècle, en Arabie Saoudite, en Iran, au Pakistan et dans bien d'autres pays hélas, des hommes et des femmes sont emprisonnés, torturés, assassinés parce qu'ils se déclarent athées, sans dieu, sans

religion. Et on ne peut que déplorer à ce sujet le silence remarquable de toutes les hautes autorités de l'état français qui ont si rapidement trouvé les mots pour blâmer Mila. Si on ne court aucun risque en dénonçant une jeune fille de 16 ans, par contre critiquer les pratiques de certains états en matière de droits de l'homme peut avoir des conséquences fâcheuses pour les relations commerciales (Pakistan, Arabie Saoudite, Inde sont friands de nos matériels militaires). Les haines religieuses ont été et sont encore une des principales causes de guerre dans le monde et font le bonheur de tous les marchands d'armes. Et ce n'est pas parce que ces religions se prétendent des religions de paix et d'amour que cela change quelque chose. C'est au nom de ces soi-disant religions de paix et d'amour que protestants et catholiques se sont entretués pendant 2 ou 3 siècles, que sunnites et chiïtes se massacrent depuis 12 siècles, au nom de Bouddha que 40 millions d'hérétiques ont été massacrés en Chine au XIXème siècle (révolte des Taiping) etc. etc. Il faudrait également parler de la répression ultra-violente menée à toutes les époques par les églises contre les scientifiques, rationalistes et autres libre penseurs, il faudrait également parler des autodafés, de l'inquisition, de la chasse aux sorcières, aux juifs etc... La liste des crimes commis au nom de dieu, quel que soit le nom qu'on lui donne, est très longue ; pire, elle ne cesse de s'allonger. C'est que tout religieux se prétend détenteur d'une vérité absolue, celle que lui a révélé son dieu ou ses prophètes, elle est donc incontestable (contester la parole de dieu, c'est mettre en doute l'existence même de dieu) et toute personne qui ne partage pas cette croyance ou qui a une croyance différente

est donc au mieux un concurrent qu'il faut combattre, au pire un ennemi à détruire. Voilà pourquoi depuis des siècles, les religions se combattent avec acharnement, voilà surtout pourquoi elles savent s'unir pour exterminer les libres penseurs et les athées. Anarchistes nous sommes ennemis de tous les dogmes qui ne sont pas fondés sur la raison et à ce titre nous sommes les ennemis irréconciliables de toutes les religions et nous affirmons haut et fort que l'humanité ne sera véritablement émancipée que lorsqu'elle sera délivrée de ces engeances.



Les syndicats sont ils des faux-amis ?

Dans le monde du travail, l'heure est au consensus et à la recherche de la paix sociale, et on nous sert régulièrement cette propagande, que nous prolétaires nous sommes tous de la classe moyenne ; que les ouvriers ça n'existe plus, puisque l'INSEE le dit, et que d'ailleurs ils constituent seulement 23% de la population active dans ce pays, blablabla...

Pourtant je trouve curieux qu'on trouve ici et là beaucoup de chantiers de BTP et de constructions diverses et variées, qui nécessitent des travailleurs, qu'il faut de la main d'œuvre pour fabriquer des Airbus, etc... Et cette main d'œuvre ben... c'est des ouvriers. Idem, que pour réparer nos bagnoles, on fait appel à un mécano et que celui-ci refilera votre véhicule à l'un de ses ouvriers, qu'il existe encore en France des usines, même si certaines d'entre elle ferment... Parlons en des usines qui ferment, à mon boulot depuis déjà un bon bout de temps, il semblerait qu'on tente de nous la faire à l'envers comme on dit.

En effet ça fait déjà 3 ou 4 ans que notre travail part dans les deux principales succursales de la boîte. A savoir le Portugal et la Tunisie. Cela fait déjà un bon bout de temps que tout part là-bas, qu'on sollicite mes collègues de travail pour aller former nos collègues Portugais et Tunisiens, et produire avec eux par la même occasion. Tout en nous proposant des heures supplémentaires, quand on ne nous oblige pas à les faire.

Cela fait un bon bout de temps que les directions successives nous promettent que bientôt, tout ira pour le mieux. Inutile de vous faire un dessin : les différentes directions ont pris leur décision il y a fort longtemps, concernant l'avenir du site Toulousain.

Généralement quand dans une boîte ils annoncent l'éventualité d'un plan de licenciement, avec avant des propositions de rupture conventionnelle collective, il est déjà trop tard. Et c'est à ce moment que les syndicats représentatifs et institutionnel entrent en action, en nous promettant eux aussi, que nous allons voir, ce que nous allons voir.

Dans ma boîte, les syndicats ont décidé alors de faire des actions, en premier lieu discuter avec la direction pour en savoir un peu plus sur les ruptures conventionnelles proposées, avec en prime une petite grève purement symbolique sous leur fenêtres pour faire pression sur les dirigeants. Puis quelques jours plus tard une convocation de tout le personnel de l'usine, pour parler de la situation de nos emplois, où ils nous ont fait un compte rendu des négociations, et ont répondu aux questions des salariés concernés. Ce manège des syndicats avec convocation et tout et tout, a été répété plusieurs fois, soit-disant pour nous informer - mais en définitive, il n'ont fait et font encore que du service d'accompagnement avec les gens qui ont peur de perdre leur job, ils n'ont fait que jouer le jeu de collaboration avec le patronat en

canalisant les peurs et les colères des gens, en les conseillant pour des trucs administratifs, mais concrètement à part un arrêt de travail limité par-ci, une petite négociation par-là, il n'y a pas eu (encore?) un véritable combat, et je doute qu'ils (les syndicalistes) en ont l'envie et l'énergie, les gens sont encouragés à partir et la direction arrive très bien à les convaincre en augmentant les primes, et soldes-de-tout-compte.

Il est déjà arrivé, à moi ou autres compagnons militants Anarchosyndicalistes, d'avoir affaire à des syndicalistes « sérieux » et « représentatifs » : généralement ces gens-là nous prennent de haut, avec des arguments du genre « nos méthodes sont plus efficaces que les vôtres », ou des « nous maîtrisons mieux que vous le code du travail » ou des « vous, vous faites de la politique, nous du syndicalisme » etc.

Force est de constater, que ces supers syndicats sérieux, légalistes, efficaces... ne sont pas plus doués que nous ; au contraire avec toutes les subventions et aides que des organisations comme F.O ou la CGT (sans parler de la CFDT, ni même de SUD ...) reçoivent de la part de l'état, ils sont tenus, asservis et doivent réfléchir à deux fois avant de mordre la main qui les nourrit.

Ne nous y trompons pas, ce sont la bourgeoisie et l'état qui définissent les règles dans le monde

du travail et les syndicats institutionnels qui acceptent ces règles ne peuvent que perdre, voire collaborer avec le patronat, contre les intérêts des salariés. Les syndicats de nos jours sont de vraies institutions sociales, leur position sont réglementées par la loi et les accords, leurs chefs aspirent à faire partie un jour du pouvoir politique. Et ils forment (les syndicats) en partie l'appareil d'état qui va imposer les conditions voulues par le capitalisme au prolétariat.

Ne soyons pas dupe, ils pourront défiler encore des mois et des mois pour les retraites, ou pour une autre réforme qui va encore pourrir nos existences, ils ont beaux être des partenaires sociaux et représentatifs, ils n'ont plus rien, ils sont grillés aux yeux de la population, leur avis n'est même plus pris en compte par les différents gouvernements, et à l'heure actuelle les seules grèves des travailleurs que la bourgeoisie considère comme légitime, ce sont ces fameux arrêts de travail limités dans les usines qui délocalisent, où il est bien entendu déjà trop tard pour lutter. Tout le reste est dénigré, ou alors on fait des leçons de morales à la télé.

Il est temps d'ouvrir les yeux et revenir à ce que le syndicalisme aurait toujours dû être c'est à dire un moyen pour que les travailleurs prennent conscience de leur force, de solidarité et creuset dans laquelle naissent les formes de rebellions prolétarienne et non un bureau de services, pour consommateur.

Pour des grèves sauvages et expropriatrices !





PESTICIDES : LES PREMIERES VICTIMES SONT LES TRAVAILLEURS AGRICOLES ...

Les Nations Unies (ONU) ont décrété 2020 l'année de la santé des végétaux. Il est vrai que l'INTEGRALITE de notre alimentation vient des plantes (directement via les céréales, les fruits et légumes ou indirectement via l'alimentation animale qui est essentiellement végétale). Et aussi 80% de l'oxygène que nous respirons. Bref, sans plantes, plus d'Humanité.

Or les végétaux sont menacés partout sur la planète : désertification, déficits hydriques, réchauffement climatique, qui ne font qu'aggraver les menaces des pestes et maladies végétales. Le libre-échange commercial mondial favorise la diffusion des ravageurs et des espèces invasives. Le modèle économique capitaliste intensifie la disparition des pollinisateurs, les déforestations et la mise en place de monocultures, véritables déserts biologiques arrosés de pesticides en tout genre.

Les pesticides justement : on nous dit qu'ils sont sans danger, leur toxicité est évaluée et leur usage réglementé. On nous chante les louanges du capitalisme normatif, qui serait capable de maîtriser l'usage raisonnable des pesticides, pour le plus grand bien - et en même temps - des consommateurs, de l'environnement, et des utilisateurs.

Sauf que ... une étude de très sérieuses et officielles institutions INSERM (Institut de la Recherche Médicale) et INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) alerte sur la mauvaise efficacité des équipements de protection individuels (EPI) dans les conditions réelles d'utilisation. Or les EPI sont un critère clé dans l'attribution des autorisations d'utilisation (AMM) des pesticides ...

Cette étude nous explique que les critères pour autoriser les pesticides en Europe sont tout simplement bidon. Si les normes européennes, réputées mondialement pour être les plus scientifiquement fondées et les plus restrictives, alors ne parlons même pas de la situation dans les pays du Sud où ils sont utilisés massivement. Nos compagnons de la section du Bangladesh de l'AIT, qui travaillent dans des plantations de thé en savent quelque chose ...

Ce que dit aussi clairement cette étude, c'est que les travailleurs agricoles sont les premiers et les plus exposés aux toxiques polluants agricoles et que leur vie est en danger.

Ce n'est pas une nouvelle réglementation dont nous avons besoin pour protéger notre santé et nos vies, c'est d'un changement radical de modèle de société, débarrassé de la cupidité et de l'égoïsme marchand. Il y a urgence ...

Un travailleur des champs

Pour en savoir plus, vous pouvez vous procurer notre brochure "Technique de lutte" pour seulement 2 Euros.

écrire à CNT-AIT 7 rue St Remesy 31000 Toulouse



Phytos: l'efficacité des EPI serait surestimée

Dans une étude à paraître dans le journal Safety Science en mars 2020, des chercheurs de l'Inserm et de l'Inra ont examiné la littérature scientifique disponible concernant l'efficacité des équipements de protection individuels (EPI) des applicateurs de produits phytosanitaires. Considérant 66 articles concernant les pays de l'OCDE, les chercheurs soulignent que «malgré le fait que les EPI soient un critère clé dans l'attribution des AMM», leur efficacité dans les conditions réelles «pourrait être surestimée». Parmi les 66 articles scientifiques retenus pour cette synthèse, les chercheurs ont trouvé peu de données concernant l'efficacité des EPI dans les conditions réelles, comme la taille des parcelles et le temps d'exposition.

Par ailleurs, un nombre important d'articles montre que les EPI recommandés ne sont pas toujours utilisés sur le terrain en raison d'équipements peu pratiques, d'un manque de formation, ou faute de disponibilité. Estimant que ces différences entre la protection théorique et sa mise en œuvre représentent un risque pour les opérateurs, les scientifiques appellent à «prendre ces écarts en compte et à les inclure dans la réglementation pour protéger la santé des personnes travaillant dans le secteur agricole».

Crise climatique : quelle réponse

Anarchosyndicaliste ?

A l'occasion du récent congrès de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs, notre organisation internationale), les compagnons de la section slovaque de l'AIT, qui ont participé aux récentes grèves pour le climat avec leur propre point de vue anarchosyndicaliste, ont proposé de lancer un débat au sein de l'AIT sur quelles réponses nous pourrions apporter en tant qu'anarchosyndicalistes à la crise climatique, et comment les sections de l'AIT sont impliquées – ou pas – dans le mouvement actuel. Voici une contribution personnelle en réponse aux compagnons slovaques.

« Chers compagnons, votre question démontre la nécessité de plus d'échanges et de débats dans l'AIT entre les sections. Même si ce qui suit est une réponse individuelle, nous avons déjà eu des débats sur ce thème dans notre fédération. J'essaie donc ici de résumer l'état de l'art de notre réflexion collective.

Il y a en fait différents niveaux dans votre question « quelle réponse anarchosyndicaliste à la crise climatique » :

1) nous pensons tout d'abord qu'il est nécessaire de mieux comprendre ce qu'est la crise climatique, d'où elle vient, quelles sont les causes et les conséquences. Ainsi, l'une des activités auxquelles nous avons participé a été d'introduire un débat entre nos membres et amis sur la crise et sa signification.

Dans ces échanges, nous avons parlé des technologies modernes et de la science. Il existe en effet une opinion commune selon laquelle - pour résoudre la crise - il faut s'appuyer totalement sur les scientifiques et les technologies modernes (c'est notamment une opinion émise par les gens qui entourent Greta Thurnberg)- ce qui pourrait conduire à une dictature des experts techniques et scientifiques. D'autres au contraire pensent que nous devons brûler toute civilisation (anti-industriels).

A ce stade de notre réflexion collective, nous sommes entre ces deux pôles: pour une utilisation limitée et restreinte des technologies. Les assemblées territoriales devraient décider quels sont leurs besoins et comment produire.

Cette question technologique a également un impact majeur sur l'évolution de l'organisation du travail (automatisation, intelligence artificielle, uberisation), donc en tant qu'anarchosyndicalistes, nous devrions échanger à ce sujet, et nous souhaitons avoir l'avis d'autres sections sur ce sujet.

2) Ensuite, comment réagir dans le monde réel, il y a deux niveaux, mondial et local.

a) au niveau mondial, nous ne voyons pas d'autre solution que de faire la révolution, de détruire le capitalisme et de développer plutôt un réseau auto-organisé de fédérations. Mais c'est un objectif à long terme peut être

Certaines manifestations et marches ont été organisées en France

pour mettre en garde contre la crise et demander au gouvernement de faire quelque chose, sur la base des rapports scientifiques. Ces marches étaient souvent organisées par des groupes comme «extinction rébellion ». Nous sommes assez méfiants envers ce groupe, et assez méfiants envers sa méthodologie et sa formulation. Ils ne se plaignent pas du capitalisme (ils critiquent le néolibéralisme). Ils demandent au gouvernement d'agir (alors que nous voulons

détruire le gouvernement). Leur appel à une solution fondée sur la science est souvent un appel au "capitalisme vert".

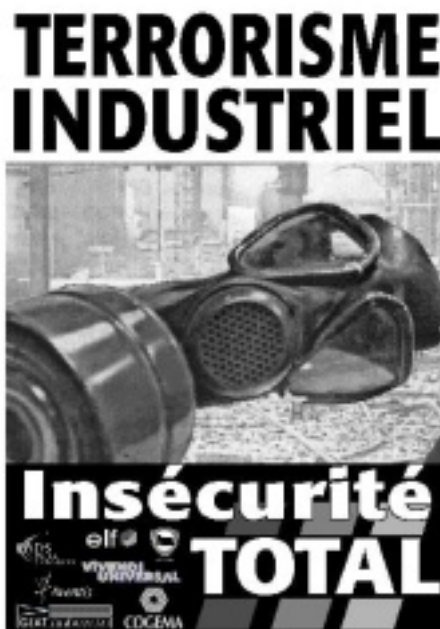
Par exemple, un de nos membres travaille pour une entreprise dont une filiale développe de la "viande végétale". Cette entreprise soutient discrètement le mouvement végétan, car elle les aide à créer et à étendre le marché de leur futur produit. De même tout le discours scientifique actuel sur "l'agriculture de précision pour faire face à la crise climatique" est en fait officiellement soutenu par toutes les grandes entreprises agroalimentaires ... Donc, appeler à agir en s'appuyant uniquement sur des décisions d'experts scientifiques, et non sur des décisions d'assemblées populaires collectives, c'est retirer le pouvoir du peuple (demos) pour le mettre entre les mains d'experts et de grandes entreprises

... Cela ne signifie pas que nous ne devons pas écouter la science ou les scientifiques. Mais la science n'est pas neutre, elle est toujours au service d'une politique déterminée. Donc la politique - l'idéologie si vous préférez - vient toujours en premier.

Pour le moment, nous n'avons pas décidé de rejoindre ces marches, car nous sommes occupés par d'autres problèmes avec le mouvement des Gilets jaunes. Mais ce qui est intéressant, c'est que le mouvement des Gilets jaunes a lui-même fait la jonction avec la question de la crise climatique :

Le mouvement des gilets jaunes a été déclenché par la question de la taxe sur le carburant. Les gens qui ont du mal à survivre jusqu'à la fin du mois avec leur faible salaire voulaient que le prix du carburant baisse.

Le gouvernement, les politiciens conservateurs MAIS AUSSI LES ÉCOLOGISTES ont attaqué les mouvements des Gilets jaunes, en les accusant d'égoïstes, qui ne pensent pas à l'environnement, qui



veulent avoir le droit de polluer davantage en utilisant leurs voitures diesel etc ...

La réaction des gilets jaunes est très intéressante: cette question a été débattue dans de nombreuses assemblées locales (sur le rond-point). Puis est apparue globalement la réponse que si les Gilets jaunes conduisent leur voiture pour aller au travail, à l'école, au supermarché, ce n'est pas parce qu'ils l'ont décidé, mais parce que l'organisation de la société les y a obligés. Ils préféreraient vivre dans des quartiers riches bourgeois, aller à leur travail à vélo ou rester à la maison pour travailler avec leur ordinateur, à consommer des produits bio ... Mais ils n'ont pas le choix à cause de la division du travail et du système de classe. Ainsi, les gilets jaunes ont déclaré que les deux problèmes (comment survivre jusqu'à la fin du mois, comment survivre jusqu'à la fin du monde) sont liés. Problème social et problèmes écologiques sont liés. Nous devons donc changer notre société dans son ensemble. Il est intéressant de voir que - selon nos contacts là-bas - il en a été de même en Équateur lors des émeutes spontanées d'octobre dernier: le mouvement a également été déclenché par un problème de prix du carburant. Les écologistes (bourgeois urbains) ont également reproché aux émeutiers de demander le droit de détruire plus la Mère Nature ... Et les assemblées locales - prolétaires urbains et indiennes - ont répondu qu'au contraire elles voulaient juste avoir la possibilité de vivre dignement, dans un environnement préservé, et que c'est l'organisation capitaliste de l'économie qui détruit à la fois leur vie et l'environnement.

Lors des Gilets jaunes (comme en Equateur), un réseau de solidarité a vu le jour, pour fournir de la nourriture, partager des biens et des services. Très souvent, les gens ont pris en compte la question climatique (partager les transports pour diminuer la pollution par exemple). Ailleurs, des gilets jaunes ont voulu passer de la parole et aux actes et ont transformé leur rond-point en potager bio. Mais la mairie a détruit le potager et leur a fait un procès pour « destruction de l'espace public » ! A Quito, des cantines roulantes sont été organisées dans le parc de l'Arbolito, avec un souci de la gestion équitable des ressources. Bien sûr, tout cela a été à petite échelle et dans un temps limité, mais cela montre que les gens ont la pleine capacité de comprendre le problème et d'agir, ils n'ont pas besoin d'un expert pour leur dire quoi faire ou non.

Nous pensons que cet exemple nous montre que la méthodologie anarchosindicaliste des assemblées populaires, organisation horizontale, est tout à fait valable pour aborder la question de la prise de conscience climatique puis ensuite pour passer à l'action.

Un autre problème que nous voyons avec les groupes tels que « extinction rébellion », mais aussi avec certains faux insurrectionnalistes (comme le groupe "Appel" - "l'insurrection qui vient ") qui sont très présents dans ces marches ou ZAD, c'est la confusion qu'ils entretiennent à propos du terme " action directe". Ils confondent l'action directe réelle (c'est à dire l'action directement par les concernés, action sans représentant) avec "l'action spectaculaire", pour les médias et l'image. Parce que les deux veulent en fait diriger le mouvement. Ils sont les deux faces d'une même pièce. Et nous avons dû les affronter dans le passé dans certaines luttes.

b) au niveau local, nous avons été impliqués - comme d'autres



sections de l'AIT - dans des luttes écologiques liés à la crise climatique à venir. Notre implication dans ces luttes a toujours été une approche double: pour le problème environnemental mais aussi pour une autre pratique d'organisation, horizontale, assembléiste. ... Car nous pensons que la fin et les moyens sont liés.

La participation de la CNT-AIT dans les luttes environnementales ne date pas d'hier : nous avons été de toutes les luttes antinucléaires dans les années 70-80 (Golfech, Malville, ...), contre AZF (avant son explosion) toujours dans les années 80, la lutte contre la carrière de Vingrau ou le Tunnel du Somport dans les années 90-2000, contre les OGM dans les années 2000, etc ... mais toujours avec un esprit anarchosindicaliste, et contre les vedettes médiatiques du type Bové et consort.

Nous avons participé à différentes expériences "ZAD" (zone à défendre), la plus récente étant une lutte contre le barrage de SIVENS. Cette lutte est assez similaire dans son objectif et dans son déroulé de la lutte à laquelle participent les compagnons de la section de Serbie ASI contre les usines plantes micro-hydroélectriques.

CONCLUSION :

Nous pensons que l'AIT pourrait jouer un rôle en tant que réseau d'échange d'informations, d'analyses et d'opinions théoriques, mais aussi sur les luttes locales auxquelles nous participons. Les sections devraient être encouragées si possible à traduire davantage leurs documents et à les partager directement avec les autres sections.

Nous ne pensons pas que nous avons besoin d'une communication officielle de l'AIT à propos de ceci ou de cela. Nous pensons plutôt que nous avons besoin de plus d'échanges directs entre les sections, plus d'inspiration (comme par exemple votre récente participation à la grève du climat). Ces échanges peuvent créer une émulation et une coordination entre les sections.

Solidarité avec Antonio Galindo

Notre Compagnon Antonio Nieto Galindo de la Cnt-Ait de Cieza-Murcia, après avoir purgé une peine de plus de 41 ans depuis 1979 en Espagne, sera extradé vers la France fin février/début mars 2020. Jugé par contumace, il a été condamné à 20 ans de réclusion pour un braquage à main armée auquel il a toujours nié avoir participé.

En 51 ans, soit depuis 1971, il aura passé plus de 41 ans de sa vie en cellule, sous haute surveillance. Ex-membre de la Copel (1) (Coordination des prisonniers en lutte 1976-1979 Espagne), Antonio n'a jamais renoncé à sa dignité et à ses droits. Antonio n'a jamais commis de crime de sang ni en Espagne, ni en France. Rebelle depuis l'âge de 14 ans, il a connu la détention dès ses 16 ans en France puis en Espagne dès 1971. De plus, atteint d'un cancer, l'exécution de cette peine, le condamne donc à une mort certaine en cellule et en exil.

Prisonnier « social », il aura payé cher sa lutte contre le système franquiste et post-franquiste. Et maintenant la justice française s'acharne sur lui.

42 ANS DE CELLULE, SOUVENT DISCIPLINAIRE, ENTRE
9 OU 6 MÈTRES CARRÉS : CA SUFFIT !!! LIBERTÉ
IMMÉDIATE POUR ANTONIO .

Extraits d'une lettre d'Antonio de novembre 2019.

« Campos de « extermination » Campos del Rio Murcia
Dimanche 3 novembre.

Quelques mots pour envoyer mes salutations à tous les Compagnons de la CNT-AIT de Toulouse ainsi qu'à toutes et tous les anarchistes du Monde. Je vous remercie pour l'envoi de votre journal...

Extraits remaniés de l'article de la « Cruz negra anarquista » C.N.A (connus internationalement comme Anarchist Black Cross). le 12 .02.2020

¡ Liberté pour Antoine,
et pour tous les prisonniers et tous les travailleurs incarcérés !

Antonio Nieto Galindo dénonce sa situation lors de son transfert de Murcia à Valdemoro .

Ce 12 février, notre compagnon Antonio Nieto Galindo dénonce, depuis la prison de Madrid III Valdemoro dans laquelle il vient d'arriver, les conditions inhumaines et les mauvais traitements dont il souffert lors de son transfert de la prison de Murcia II.

Antonio nous a informé que tout au long de la journée, il n'a pas été en mesure de manger quoi que ce soit, ni autorisé à prendre ses médicaments. Nous dénonçons publiquement ces faits comme manifestation de négligence médicale, de vengeance carcérale et acte de torture imposée aux prisonniers, qui sont choses courantes dans les établissements pénitentiaires ; pour rappel Antonio est un homme de 67 ans malade , atteint d'un cancer et de troubles de la thyroïde . Il a donc passé près d'une journée, sans manger et sans pouvoir prendre son traitement médical.

Aujourd'hui l'Etat espagnol devrait livrer Antonio aux autorités

Merci aussi pour la présentation de ma situation ici en Espagne, car mon cas est pratiquement unique, vue ma possible extradition à venir. Interpol me livrera aux autorités françaises d'ici peu, étant libérable le 3 janvier en Espagne. Nous sommes à deux mois de cette date !!!

Je risque de me retrouver à Fresnes, à La Santé ou à Fleury et j'attends si cela se produit le soutien de mes amis français...

Nous savons tous très bien que nous ne sommes que de la piétaille et donc traités comme telle : ici en Espagne le système carcéral ne respecte pas les droits fondamentaux de l'être humain ; ils se réfugient derrière « leur constitution » indigne et inhumaine pour dire qu'ils sont dans la légalité. J'ai connu le régime dictatorial de Franco, les tortures physiques et mentales de leurs commissariats, des geôles spéciales de la « Guardia Civil » et celles de leurs prisons mais je peux et veux témoigner que rien n'a changé depuis l'avènement de leur « démocratie » merdique.

Pour ces raisons, à bientôt 67 ans -que j'aurai dans 2 jours- je continue la lutte avec peu de Compagnons prisonniers, oui très peu malheureusement. Je m'excuse pour mon français et mon orthographe, j'ai quitté l'école à l'âge de 14 ans et n'ai pas obtenu mon certificat d'études.

Santé et Liberté ! Antonio.

(1) La Copel : un documentaire incontournable sur l'histoire de la Copel et de la lutte des prisonniers sociaux en Espagne entre 1976 et 1979 dans lequel Antonio, parmi d'autres, témoigne (sous-titré en français) :

DOCUMENTAL - COPEL: Una Historia de Rebellía y Dignidad
<https://www.youtube.com/watch?v=Fw1aKBmSJ4E>

françaises. Durant l'exécution de ce mandat européen,, nous en appelons à la solidarité avec les tous les prisonniers, avec Antonio qui sur demande de la justice française devrait répondre d'actes datant de plus de 40 ans et jugés par contumace. Antonio n'a jamais versé le sang ni en Espagne ni France.

Sentiment de toute puissance de l'Etat Français et volonté d'anéantir toute contestation de son autorité à l'instar de l'état espagnol qui vient de lui infliger 42 ans de cellules.

Les Etats se serrent les coudes : l'extradition d'Antonio fait suite à celle de Claudio Lavazza, qui a récemment été reconnu coupable pour les mêmes motifs et condamné à 10 ans de prison malgré l'absence de preuves et les contradictions constantes de l'acte d'accusation; sans oublier, Gabriel Pombo Da Silva, enlevé par l'Etat portugais et poursuivi par les autorités espagnoles, pour le condamner à une peine de 16 ans, avec le soutien de l'Etat italien.

A la minute ou nous plions ce journal nous venons d'apprendre, cette bonne nouvelle. Antonio est libre !!!

Antonio Nieto Galindo est libre depuis samedi 15/02/20 au matin ; dès sa libération de Fleury Mérogis pour vice de forme !!!

Il a pu entrer en contact avec son avocate qui nous a prévenus et qui suit le dossier.

A suivre....

AGENDA

- Le 29-02-2020 à 20H30
 Débat sur : la démocratie
 Organisé par les jeunes libertaires au local de
 la : CNT-AIT Toulouse
 7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au journal (chèque à l'ordre de SIA [vérifier ce point avec Jean]). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi à notre local, pour un moment de partage.

CARNET ROSE

nous avons le plaisir de vous annoncer la création de deux jeunes initiatives CNT-AIT, dans la région de la Rochelle. Les personnes intéressées pour entrer en contact, peuvent écrire au journal, ou à notre boîte mail.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :
 Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>
 L'Anarchosyndicalisme en question et Fédération : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

L'ÉLECTOXYCOMANIE

Encore méconnue des médias, l'électoxycomanie s'apparente à une drogue, comme le tabac, l'alcool et autres dérivatifs psycho-sociaux ! La maladie provoque une dépendance plus ou moins forte. Le malade éprouve une curieuse envie : le besoin irrésistible de déposer un bulletin de "démission citoyenne" dans une boîte. Mais, il a honte d'un tel comportement. Aussi le fait-il à l'abri des regards, dans un sas appelé isoloir ! Ce geste semble procurer au malade une extraordinaire jouissance, il se sent fort, invincible, et, pour tout dire, heureux ! c'est la phase dite de "citoyennite aiguë". Après, vient la phase descendante, véritable situation de crise, de déprime ! La dure réalité retrouvée, au lendemain d'élections, avec son cortège de mensonges, de trahisons, met le patient en état de manque.

Perdu, il ne voit d'autres alternatives que de changer de produit. Il va opter pour les suppositoires "Lepen-ite" fabriqués par le laboratoire RN, ou les pilules "Macronine" du laboratoire LREM, selon les cas il peut également trouver sur le marché les pastilles bio, garanties sans OGM, communément appelées "Jadotiose", ainsi que des génériques divers, tels que 'Melanchonite", "Bayrousine", "Troskydonne", tous plus toxiques les uns que les autres ! L'État, qui se dit pourtant soucieux de la santé des citoyens, ne fait rien, et, au contraire, entretient la maladie, en renouvelant des scrutins plus ou moins dosés en "sondaginelles" et "médiatox". Des chercheurs en électoxycomologie avancent même l'hypothèse selon laquelle cette maladie servirait l'État : les malades maintenus dans un état de léthargie, n'ont plus aucun esprit critique, ni velléité de réflexion et d'action autonomes. Certains font une rechute et souffrent d'hallucinations appelées "liste-citoyennose" : ils sautillent sur place en glapissant "municipalisme libertaiiiiire".

Les soins permettant de guérir l'électoxycomanie existent et ne sont pas onéreux. Il suffit de faire une cure d'abstentionnisme qui consiste à : rester au chaud chez soi, seul ou avec d'autres convalescents, les jours d'élections, afin de ne pas attraper le virus électoxycomologique, puis il faut poursuivre le traitement en participant le plus souvent à des groupes d'anciens malades (rond points, meetings, comités de luttes, assemblées générales, etc.), lutter matin, midi et soir contre le retour de la maladie par l'action revendicative, directe, dans son entreprise, son quartier, son village. Porter un gilet jaune ou un Kway noir peut aider à la rémission.

Cette méthode thérapeutique a pour effet rapide de se débarrasser des réflexes de dépendance vis à vis de l'électoxycomanie, fortement anxiogène. Par l'abstention électorale, le patient revit, prend du recul, retrouve son indépendance, son autonomie !

En conclusion, VOTER NUIT GRAVEMENT À NOTRE SANTE ET PEUT MENER AU CERCUEIL DES ILLUSIONS !!!

Docteur Pierre Noire

N.B : le docteur Pierre reçoit gratuitement et sans rendez vous et peut fournir, si nécessaire des "arrêts de voter" renouvelables, à fournir à votre antenne locale "d'insécurité sociale". (d'après un texte initial paru en 2010)



Les élections

Françaises, Français, Européennes, Européens, Citoyennes, Citoyens, Madame, Monsieur, et surtout ... ELECTRICES, ELECTEURS ! Vous serez très prochainement appelés à voter pour élire votre Maire et son équipe municipale. Ne vous faites pas de souci : c'est facile. Allez dans un bureau de vote. Déposez un bulletin dans une urne. C'est tout ! Ensuite, rentrez chez vous. Dormez tranquillement. Ne posez pas de question. Surtout ne vous occupez plus de rien. On vous réveillera pour la prochaine fois. En attendant, vous pouvez retourner travailler. FAITES NOUS CONFIANCE ! Nous sommes honnêtes, la preuve : Publicité Françaises, Français, Européennes, Européens, Citoyennes, Citoyens, Madame, Monsieur, et surtout ... ELECTRICES, ELECTEURS ! Vous serez très prochainement appelés à voter pour élire votre Maire et son équipe municipale. Ne vous faites pas de souci : c'est facile. Allez dans un bureau de vote. Déposez un bulletin dans une urne. C'est tout ! Ensuite, rentrez chez vous. Dormez tranquillement. Ne posez pas de question. Surtout ne vous occupez plus de rien. On vous réveillera la prochaine fois. FAITES NOUS CONFIANCE ! Nous sommes honnêtes, la preuve : — quelques-uns d'entre nous ne sont pas encore allés en prison, — quand l'un d'entre nous y va, il n'y reste jamais très longtemps, — s'il risque gros, on se vote une petite loi d'amnistie ou les copains payent une caution. Nous nous sommes occupés des jeunes... Dans tous les quartiers, tous ensemble (droite, gauche, centre, extrême gauche), nous leur avons : — créé des emplois : des centaines de postes de flic, îlotiers, etc. ... — construit ou rénové des espaces sociaux et culturels : des commissariats flambants neufs. Nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin : s'il le faut, nous agrandirons le centre de rétention. De plus, nous savons que vous aimez les nouvelles technologies et la télé, nous voulons vivre avec notre temps, nous prévoyons d'installer un peu partout de jolies caméras de vidéosurveillance, le plaisir de se savoir filmé.e, un peu comme si on était une star de télé-réalité... Maintenant, nous commençons à nous occuper des vieux. Leur durée de vie s'allonge inutilement. Des ouvriers, de simples salariés arrivent désormais facilement à 80, voire 90 ans. C'est un scandale. Nous ne les laisserons pas souffrir inutilement : — pour leur éviter indigestions et soucis financiers, nous rognons les retraites, — pour qu'ils ne se trompent plus de gélules, nous rationnons les dépenses de santé, — pour qu'ils ne restent pas à fainéanter au lit, nous allons supprimer les soins infirmiers à domicile. Enfin, pour régler définitivement le problème, nous préparons la privatisation des retraites et de la sécurité sociale. Nous avons fait nos preuves dans la santé publique... Avec le sang contaminé, plus de la moitié des hémophiles français sont morts : nous avons solutionné d'un coup la moitié du problème de l'hémophilie. Nous vous promettons d'être tout aussi efficaces avec la vache folle. Nous avons d'ailleurs déjà commencé. Et le coronavirus sera notre apothéose. Et dans le domaine économique et social, n'écoutez pas les râleurs qui prétendent que le travail aliène mais qu'il existe du chômage ; que la flexibilité et la précarité s'étendent, que la pauvreté explose. L'exploitation - comme l'esclavage - fait partie du passé. Nous sommes sociaux et efficaces : — Nous avons inventé les 0 heures payées (*) 20, 30, 50 000 Euros par mois et plus, — Nous avons trouvé du travail à nos femmes, nos enfants, nos cousins, nos amis — Nous ne vous avons pas fait travailler pour rien : jamais vos patrons n'ont été aussi riches. Nous ne sommes pas racistes. La preuve, nous fréquentons des étrangers : — nous avons des comptes en banque clandestins en Suisse, à Monaco, aux Bahamas ou à Singapour ... - Nous partons en vacances à l'île Maurice, en Thaïlande ou dans nos villas Pamplemousse. — Nous avons de bons amis, bien placés, dans certaines dictatures militaires en Afrique... Et nous les accueillons quand le peuple les chasse du pouvoir. Alors, ne vous laissez pas détourner de votre devoir citoyen par les calomnies d'une poignée d'anarcho-syndicalistes. Faites ce qu'on vous dit. Votez, c'est tout ce qu'on vous demande. VOTEZ, MEME POUR N'IMPORTE QUI. DE TOUTES FAÇONS, ON S'ARRANGERA TOUJOURS ENTRE NOUS. COMME D'HABITUDE. Comité des Citoyens Pour la Protection des Politicards.

Compagnes et compagnons,

Le 15 novembre 2019, un courrier (demeuré sans réponse) a été envoyé aux Relations extérieures de la Fédération Anarchiste, à propos de la manifestation contre l'islamophobie du samedi 10 novembre. En voici le contenu.

J'avoue que je suis consterné par la voie prise, depuis certaines années, par certaines et certains au sein du mouvement anarchiste, à savoir la dénonciation de l'islamophobie. Manifestement, il s'est opéré une confusion, un glissement entre la dénonciation de la xénophobie et du racisme puis de la critique de l'Islam. Il apparaît que, désormais, dénoncer l'Islam et, surtout, ses tendances les plus radicales nous soient interdites. Les « bouffeurs de curés », les dénonciateurs des noirs corbeaux cléricaux, les pétroliers d'églises de naguère s'emploient, à présent, à devenir les auxiliaires des imams et les défenseurs des mosquées.

Je me suis amusé à reprendre sur Internet certaines affiches de la Fédération Anarchiste (que j'ai pu coller ou brandir en des manifestations). Et de retrouver au moins l'une d'elle dénonçant les bigotes, porteuses du foulard (il est vrai que ce foulard, ici, est catholique !). Mais un foulard reste un foulard, qu'il soit catholique ou musulman ! Et, là, on mesure toute la bigoterie parvenue jusqu'aux rangs libertaires. J'ai pensé, un temps, que la bigoterie libertaire demeurerait un épiphénomène, propre à quelques anarchistes individualistes, du genre Jimmy Gladiator, devenu musulman sur le tard et enterré dans le carré



musulman d'un cimetière de la banlieue sud, en début d'année 2019 (quel pied-de-nez envers ses compagnes et compagnons de lutte de toute une vie !).

Je constate que la bigoterie est plus ample que cela, puisque l'Union Communiste Libertaire (UCL) a inscrit la lutte contre l'islamophobie dans son manifeste (dans sa constitution !) et que le groupe d'Amiens de la Fédération Anarchiste appelait à un rassemblement sur le même thème le 09 novembre 2019.

Que reste-t-il de notre slogan : « Ni dieu ni maître », popularisé par Reiser ? Que reste-t-il de l'irrévérence de « Charlie-Hebdo » dont l'équipe a été décimée pour cause de blasphème (parmi laquelle se trouvait notre pétillant compagnon Cabu, illustrateur d'affiches de la FA dénonçant le cléricanisme, le militarisme, le patronat, le patriarcat). Et de rappeler que Michel Bakounine a écrit : « La religion est une folie collective » (phrase, d'ailleurs, reprise sur une affiche ou un autocollant de la FA). Et que Buenaventura Durruti a dit ou écrit : « La seule église qui illumine est celle qui brûle » (se retrouvant, également, sur un autocollant anarchiste).

Sur Youtube, une vidéo montre des militants anarcho-syndicalistes de la CNT se faire sortir d'une manifestation pro-palestinienne, en faveur de Gaza, par des salafistes. Il me semble que cette vidéo date de 2010.

Alors, quand je vois que des libertaires défilent le 10 novembre 2019 aux côtés d'éléments de l'islam radical, les bras m'en tombent... (vus à la télé : des drapeaux UCL, un drapeau de l'ex-CGA, le mensuel Alternative libertaire). Car, en l'espace de dix ans, ils semblent n'avoir rien compris de la cohabitation avec ces radicaux islamistes, communautaristes, indigénistes... racistes ! Et de rappeler que la manifestation parisienne du 10 novembre s'est achevée aux cris de « Allah u akbar ! » (« Dieu est grand ! ») un comble pour des anarchistes.

La participation à une telle manifestation, convoquée par les islamistes du CCIF, est un véritable scandale, car elle piétine le travail entrepris dans le monde musulman par les rares athées et les non moins rares libertaires qui tentent d'y survivre, malgré les menaces contre leur vie. Je pense à ces Algériens, Marocains et Tunisiens qui à chaque période du ramadan bravent les interdits en public, au risque d'être arrêtés par la police ou assassinés par des intégristes. Je pense aux quelques communistes libertaires libanais et anarchistes turcs qui tentent d'introduire nos idées en un terrain hostile (j'ai correspondu quelque temps avec l'un d'eux, emprisonné dans les prisons turques pour cause d'activisme anarchiste, du temps où existait le journal anarchiste Kara (qui signifie « noir », en turc). Ils ont un courage que les « idiots utiles » (pour reprendre une formule employée du temps de Staline) anarchistes, communistes, insoumis (de la France prétendument Insoumise) ruinent par leurs alliances contre-nature.

On doit, certes, dénoncer le racisme et la xénophobie. Mais l'islamophobie n'a strictement rien à voir. La peur de l'Islam est fondée sur la peur de toutes les religions. Comme le dit si bien une affiche de la Fédération Anarchiste : « Obscurantisme, sexisme, soumission, guerre, oppression, dictature, aliénation... les religions sèment, le peuple trinque ». Cette affiche ne date pas de Mathusalem et, pourtant, vue l'accélération de la déconfiture de la pensée anarchiste, elle semble dater d'une autre époque... que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître !

Le seul courage dans la dénonciation de l'obscurantisme religieux, aujourd'hui, s'exprime en diverses pages des réseaux sociaux à l'initiative de Français d'origine maghrébine qui s'affirment laïques, athées, républicains, socialistes révolutionnaires... et qui ne pensaient pas retrouver un jour, en France, ce à quoi ils ont tenté d'échapper en quittant l'Afrique-du-Nord : le poids étouffant de la religion. Car, venant de la gauche et de l'extrême-gauche (à laquelle j'associe le mouvement libertaire), il n'y a plus aucun courage à dénoncer les méfaits de la religion.

Le 10 novembre, cette gauche et cette extrême-gauche ont montré leur soumission (le mot « islam », en langue arabe, signifiant « soumission »)... sa soumission à dieu (dont les lois – la charia - seraient supérieures à celles de la République). Un pas de plus et, demain, cette gauche et cette extrême-gauche manifesteront aux côtés de Civitas... pour rééquilibrer la balance de la bigoterie ambiante. J'attends l'expression d'un anarchisme chrétien, qui fut la marque du philosophe protestant bordelais Jacques Ellul (qui ne parvint pas, cependant, à convaincre nos compagnes et compagnons du groupe anarchiste de Bordeaux).

Je n'en étais pas le 10 novembre et je n'en serai pas plus à d'autres dates. Ni avec le CCIF ni avec Civitas (les deux faces d'une même médaille).

Salutations libertaires

C. N. (TOULON)



Le clergé Espagnol et Franco



TUNISIE : INTIMIDATION CONTRE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Shady, un compagnon anarchiste tunisien, diplômé sans travail et ouvrier du bâtiment, vient d'être condamné à 5 mois de prisons avec sursis. Son crime : avoir posté sur sa page facebook un billet où il dénonce la politique et la corruption de la classe politique au pouvoir en Tunisie sous le nom de « renaissance » (ennahdha).. Lors du procès, le procureur l'a accusé de « complot contre la sûreté de l'État » et a requis 10 ans de prison. Malgré une défense exemplaire réalisée par des avocats qui s'étaient portés volontaires et alors que toute la gauche a brillé par son silence et son absence de soutien, notre compagnon a été condamné en absence de toute preuve à 5 mois de prisons. Mais il fallait qu'il soit condamné, l'accusateur n'était autre que le précédent Ministre de l'intérieur... Car ce procès était avant tout un message adressé à tous les révolutionnaires et en premier lieu à nos compagnons anarchistes tunisiens : alors que la situation politique et économique en Tunisie s'enfoncent chaque jour plus dans le Chaos, il ne faudrait pas que la jeunesse rebelle s'avise de reprendre la Révolution et envoient se faire foutre les nouveaux maîtres ... Plus que jamais la solidarité internationale est nécessaire... à suivre... Des anarchistes des deux rives

LIBERTE POUR YONATAN POLAK

15 ans de lutte conjointe et non violente des anarchistes contre le mur et des villageois de BIL'IN – LIBERTE POUR YONATAN POLAK Bil'in, vendredi 7 février 2020, la 779ème manifestation hebdomadaire non violente contre l'occupation, la clôture / mur de séparation et les colons avait une couleur particulière : elle marquait nos 15 ans de luttes commune, israéliens et palestiniens côté à côté, dans le contexte du « plan trump » Dans un midi d'hiver pluvieux, 20 militants israéliens de l'initiative des Anarchistes contre le mur se sont joints aux militants du village et de la région élargie. Nous avons convergé au centre du village, mais comme il pleuvait, nous avons voyagé en voiture vers la chénaie d'Abu Lamun, qui est située près du mur. De là nous avons marché jusqu'à la porte dans le mur de séparation en scandant nos slogans comme d'habitude tout en ajoutant des appels à la liberté pour Yonatan Polak(1), et contre le plan Trump. À la porte, nous avons convergé, et comme il n'y avait pas de soldats pour nous accueillir, alors les gens ont allumé un grand feu de joie de pneus de voiture usagés et ont apporté quelques modifications aux installations de la porte, y compris en y suspendant des drapeaux palestiniens. Après un long moment, nous avons marché jusqu'au point près de la colonie pour faire face aux colons lointains. Là, les militants ont allumé un autre grand feu de joie de pneus. Cet acte a reçu une réponse de soldats qui – avec un peu de retard - ont pris position sur la colline au-delà de la porte. Ils ont tiré quelques cartouches de gaz lacrymogène qui ont accéléré le retour des militants dans le village.

(1) Yonatan Polak, graphiste du journal Haaretz, est l'un des fondateurs des Anarchistes contre le mur. En juillet dernier, il a été attaqué à coup de couteaux par des individus masqués qui l'ont traité de gauchiste. Il a été arrêté à de nombreuses reprises pour son activisme contre le mur de séparation. Sa dernière arrestation remonte au 6 janvier 2020, quand des policiers en civil sont venus l'arrêter sur son lieu de travail, au siège du journal de référence de la gauche israélienne, à la suite d'une plainte déposée par l'organisation de droite israélienne Ad Kan en 2018, plus d'un an avant. L'organisation d'extrême droite l'accuse d'organiser chaque semaine depuis 1983 des manifestations contre le mur et d'inciter les manifestants à agresser les militaires israéliens. En fait ces manifestations hebdomadaires, qui regroupent israéliens et palestiniens, sont non-violentes. Lors de son jugement, le 9 janvier, il a dénoncé les mauvais traitements qu'il a reçus en prison (refus de nourriture, refus de soins médicaux). Il a également déclaré ne pas reconnaître l'autorité de la cour, refuser de déposer la caution de 140 euros pour être libre car il n'avait rien fait d'illégal ni d'illégitime, et que de toute façon il refusait toute coopération avec le système légal israélien. En conséquence, il est depuis lors maintenu en prison...

BASF: NAISSANCE D'UNE SECTION DE L'AIT AU BANGLADESH

La BASF (Bangladesh Anarcho-Syndicalist Federation) a rejoint la famille internationale anarchosyndicaliste en devenant, lors du Congrès de l'AIT de Melbourne en Décembre 2018, la Section de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) au Bangladesh.

La BASF-AIT est une organisation jeune, même si elle compte certains militants qui ont une longue expérience politique. L'un d'eux nous explique les origines de la BASF, issue de la rupture de certains militants ouvriers d'avec le Marxisme Léninisme, et les risques d'être perçus comme athée dans une région musulmane.

=====
La BASF-AIT a besoin de votre soutien financier pour développer ses activités de formation militante, édition de livres en bengali, caisse de solidarité mutuelle. Comme toute organisation anarchosyndicaliste, la BASF-AIT n'a pas de permanent et fonctionne grâce à l'effort militant et bénévole de ses membres. Elle ne peut compter que sur ses propres ressources, sachant que le salaire moyen d'un travailleurs dans les plantations de thé (où la BASF-AIT déploie l'essentiel de son activité) est de moins de 1 euros par jour ... Tout don, même petit, permettra aux compagnons de diffuser plus largement les idées et les pratiques anarchistes au Bangladesh. Merci par avance !

Vous pouvez faire vos dons :

- par chèques à l'ordre de CNT-AIT, adressés à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE (mention Bangladesh au dos)

- En utilisant la plateforme électronique : <https://www.gofundme.com/f/solidarite-bangladesh-basf>

Une précédente souscription à permis aux compagnons de la BASF-AIT de traduire et d'éditer en bengali : Anarcho-syndicalisme: théorie et pratique de Rudolf Rocker : Programme de l'Anarcho-Syndicalisme de G.P. Maximoff, et Dieu et l'État par Mikhail Bakounine. La présente souscription permettrait de traduire d'autres ouvrages et de développer leur propre moyens de diffusion.

A PROPOS DE L'ASSASSINAT D'UN TERRORISTE D'ETAT IRANIEN PAR UN TERRORISTE D'ETAT AMERICAIN

Déclaration du collectif iranien "ère anarchiste" sur l'assassinat d'un terroriste d'Etat iranien

Qasem Soleimani a longtemps tourmenté le peuple et nous félicitons les survivants de ses crimes au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, en Irak et au Yémen. Et tandis que nous sommes heureux de la mort de ce criminel de guerre, nous déclarons notre forte opposition à la possibilité d'une guerre d'État (entre le terrorisme d'État américain et le terrorisme d'État iranien)

Il y a quelques heures, Qasem Soleimani, l'un des plus hauts responsables militaires du gouvernement iranien, responsable pour le Moyen-Orient, a été tué à Bagdad sur ordre direct de Donald Trump.

Qasem Soleimani était un homme génocidaire qui a tué des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dans les conflits en Syrie, en Irak et au Yémen. Il a dirigé des sièges [de villes insurgées] pour le compte d'Assad et a recruté des réfugiés afghans en Iran, dont beaucoup d'enfants, pour mourir dans la guerre civile syrienne. Cet assassinat d'État a été commis par les États-Unis dans l'intérêt évident de la campagne électorale de Donald Trump et ce qui a été fait n'a pas été et ne sera pas dans l'intérêt du peuple du Moyen-Orient.

Malgré beaucoup d'agitation et de controverse faites par le régime islamique sur ses capacités de sécurité et de renseignement, nous voyons qu'en fait ce régime n'est pas capable de maintenir sa force transnationale la plus importante et Qasem Soleimani a été assassiné dès que les États-Unis ont décidé de le supprimer.

D'une part, la méchanceté du régime islamique criminel est devenue plus apparente et, d'autre part, elle a en outre montré la nature corrompue du terrorisme d'État américain, qui ne se soucie pas de la vie de ses propres citoyens ni de celle des gens du Moyen-Orient – car sinon ces terroristes d'État iraniens auraient pu être facilement traqués et capturés au fil des ans.

Nous réaffirmons que le Moyen-Orient contemporain est façonné par les guerres, les massacres, les déplacements et la famine en raison des fanatiques religieux et des terroristes d'une part et de l'ingérence des capitalistes internationaux et de leurs soutiens (impérialisme oriental et occidental) d'autre part.

Nous espérons que tous ces terroristes religieux seront tués dès que possible et que ces gouvernements assassins seront détruits afin que le peuple du Moyen-Orient revive dans la paix et la prospérité



Pologne: conflit avec l'auberge de jeunesse HOSTEL24

Depuis début décembre, la section de l'Association Internationale des Travailleurs en Pologne (ZSP-AIT) est impliquée dans un conflit avec l'auberge de jeunesse HOSTEL24 à Bydgoszcz. Quelques dizaines de travailleurs ont été trompés par le patron et ils ont déjà organisé trois manifestations : deux à l'auberge et une devant la maison du propriétaire. Le ZSP-AIT continuera de se battre, non seulement pour récupérer l'argent, mais aussi pour empêcher l'employeur d'abuser d'autres travailleurs. Il s'avère que de nombreuses personnes qui travaillaient à l'HOSTEL24 n'étaient simplement pas payées et ce manège dure depuis au moins 5 ans. Nous ne connaissons pas encore toute l'étendue de l'escroquerie, mais au moins 30 anciens travailleurs se sont manifestés et ont contacté notre syndicat.

Actuellement, tous ceux qui y ont travaillé mais qui n'ont pas été rémunérés ont démissionné. Mais nous nous battons pour obtenir le paiement du travail effectué et pour permettre à d'autres victimes potentielles de prendre conscience du mode de fonctionnement de cette "entreprise".

L'auberge employait des travailleurs via plusieurs sociétés écran différentes. Fondamentalement, le couple des propriétaires utilisait frauduleusement la responsabilité juridique en embauchant le salarié via une autre entreprise que l'auberge, puis mettait cette entreprise en faillite avant d'en créer une autre pour embaucher d'autres salariés et remplacer ceux qui avaient démissionné et qui donc n'étaient également pas payés... et ainsi de suite..

Quand les travailleurs se plaignaient que l'HOSTEL24 leur devait de l'argent, l'avocat louche de l'auberge leur répondait que celle-ci ne leur devait rien car elle n'était pas l'entité légale qui les avait employés – que du bla bla...

Lorsque de nombreux travailleurs ont obtenu des décisions de justice selon lesquelles les propriétaires d'HOSTEL24 leur devaient de l'argent, ils ont fait semblant de ne plus avoir d'argent, d'avoir fait faillite et ont modifié certaines dispositions légales. Entre-temps, l'auberge a toujours réussi à trouver des personnes qui ne connaissaient pas ces pratiques, par exemple des étudiants ukrainiens recrutés par le bureau des carrières de l'Université. Espérons que cette situation va maintenant changer et que les gens comprendront qu'ils ne devraient pas y travailler pour ces escrocs. Les problèmes auxquels les travailleurs ont été confrontés montrent que le système juridique polonais ne les protège pas. Les travailleurs ont alors décidé de s'auto-organiser et de prendre des mesures pour forcer les patrons à payer. Jusqu'à présent, il s'avère que les propriétaires se sont sentis très confiants dans leur capacité à tromper les gens et à s'en tirer. Les voisins du patron affirment qu'il le fait depuis longtemps et qu'il a une longue histoire d'abus, même dans sa propre famille. Il s'avère que les travailleurs n'ont pas affaire à une personne normale mais à un type de sociopathe, ce qui rend la question plus difficile mais plus nécessaire encore.

Une autre manifestation est prévue ce week-end. En attendant, l'auberge a publié des menaces sur sa page web, revendiquant toutes sortes de conneries, niant qu'elle doit de l'argent, etc. Mais ces escrocs ne font peur à personne ! Nous sommes dégoûtés des actions de ces propriétaires et cette exploitation doit cesser immédiatement ! Continuez à vous battre et ne laissez jamais le patron vous intimider!

CHILI : "Je sais juste que ce n'est pas Marx. Cela ressemble plus à Bakounine."

C'est aujourd'hui le temps des organisations, des collectifs, des capuches et de l'horizontalité. Le gouvernement, ne comprend pas que c'est une lutte qui avait commencé bien avant le retour à la démocratie, une lutte par laquelle nous nous sommes tous soulevés, pobladores (petits paysans familiaux pauvres), étudiants, travailleuses et travailleurs, femmes et hommes au foyer, enfants et jeunes, qui souhaitons un nouveau contrat social incluant tout le monde.

Mais au final, nous avons seulement obtenu un pacte social au niveau des partis politiques, qui n'incluait personne d'autre qu'eux-mêmes. En outre, ils ont légiféré dans le cadre d'accords qui leur ont été bénéfiques et, par leur intermédiaire, aux grandes fortunes du Chili. Nous l'avions déjà dit à la fin des années 80, que ce qui était né [de l'après Pinochet] était une partitocratie, puisque le seul moyen reconnu et autorisé de représenter ou d'être représentant était par l'intermédiaire des partis politiques.

Dans les années 90, une nouvelle façon de se relier et d'agir a émergée, qui remet en question la structure autoritaire et exclusive des organisations traditionnelles. Cependant, avec les pratiques des années 80, des organisations ont été construites qui ont été lentement cooptées et imprégnées d'autoritarisme et de faux leaders (ce qui ne veut pas dire pas qu'il existerait des leaders vrais ou acceptables). Cependant, il existe encore des organisations dont l'objectif est toujours le contrat social inclusif, et ce sont elles qui se manifestent sans leaders, sans représentants et parviennent à imprégner toute la société qui découvre peu à peu sa force et sa solidarité de lutte.

Cette lutte en presque 4 semaines a réussi à rendre visibles de manière active et alarmante les demandes les plus urgentes, qui n'ont rien à voir avec les 30 \$ du prix du métro de ticket, et beaucoup plus avec les pillards qui rendent au peuple les biens qu'ils ont pris, où le cas de ces rivières asséchées, avec des gens incapables de nourrir leurs animaux ou d'entretenir leurs cultures, tandis qu'un seul « señor » peut arroser sans problème de nombreux hectares. Aujourd'hui, comme ces fleuves qui reprennent leur cours, la population dans son ensemble, à travers des organisations sociales et populaires, loin des partis politiques qui dirigent depuis plusieurs décennies les luttes, a également commencé à marcher de manière à se représenter elle-même, agissant et parlant par elle-même, en soulignant les changements profonds qui remettent en question ce modèle de capitalisme radical.

En tant qu'anarchistes, nous voyons que cette manifestation de protestation a réussi à générer un changement de paradigme dans la

lutte sociale, a maintenu une révolte attaquant des symboles économiques qui sont le support de ce système, non plus en crise, mais définitivement en défaite. De la même manière que les libéraux se réfèrent au socialisme vénézuélien comme à un système qui ne donne pas de réponses, de même le libéralisme chilien ne donne pas de réponse non plus, car il est construit sur une illusion idéologique imposée par les armes et entretenue par l'endettement individuel.

La population et les organisations horizontales et d'affinités ont réussi à rester dans la rue avec et malgré les milices militaires ; loin de diminuer les manifestations se sont multipliées, de nombreuses personnes les ayant rejoint contre la répression policière.

Nous pensons que parallèlement au maintien des barricades et à la manifestation dans les centres-villes, il est nécessaire d'activer et d'organiser des assemblées populaires et réelles et de définir la discussion des stratégies et des

approches pour lutter, avec des territoires libérés de la répression et du pouvoir de l'Etat. Une feuille de route pour un « Chili Minimum » (Chile Mínimo) avec laquelle nous progressons vers une nouvelle restructuration de la société : plus solidaire, plus active et plus combative.

CONTINUONS LA LUTTE JUSQU'A CE QUE TOUS LES POLITICIENS DEGAGENT !

QUE SE VAYAN TODOS !

ORGANISE-TOI POUR COMBATTRE , PAS POUR DIRIGER !

Groupe Anarchiste Germinal

Concepcion, Chile



Assemblée populaire- Témuco- Chili Dec 2019



Assemblée populaire de quartier - Chili- Dec 2019